

"Le drame algérien" dans L'Humanité (3 novembre 1954)

Légende: Le 3 novembre 1954, le quotidien communiste français L'Humanité défend la légitimité des revendications indépendantistes des peuples tunisien, marocain et algérien.

Source: L'Humanité. Organe central du Parti communiste français. dir. de publ. Cachin. Marcel ; RRéd. Chef Vaillant-Couturier. 03.11.1954, n° 3161; 50e année. Paris: L'Humanité. "Le drame algérien", auteur:Feix, Léon , p. 1.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_drame_algerien_dans_l_humanite_3_novembre_1954-fr-ed89495c-dd98-41d2-9c87-eaaaac4a14d6.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Le drame algérien

Après la Tunisie et le Maroc, voici que le sang coule en Algérie.

Il s'agit là, sans aucun doute, d'un événement extrêmement grave qui s'inscrit parmi les conséquences logiques de la politique gouvernementale en Afrique du Nord. Voyons les faits.

Le 31 juillet dernier, le président du Conseil se rendait d'un coup d'aile de Paris à Tunis pour proclamer « l'autonomie interne de l'Etat tunisien ».

Une telle décision, correspondant à la volonté unanime du Mouvement national tunisien et venant onze jours après la conclusion du cessez-le-feu en Indochine, fit évidemment beaucoup de bruit. Elle fut saluée par le peuple tunisien, par tous les peuples d'outre-mer et par le peuple de France comme le premier pas d'une politique nouvelle, rompant enfin avec les incroyables errements des Bidault, Martinaud-Déplat et autres responsables de la politique dite « de force ».

Effectivement, des négociations franco-tunisiennes s'ouvrirent le 4 septembre à Tunis. Depuis le 15 septembre, on discute à Paris. A raison, paraît-il, d'une réunion par semaine. Et sans que soient enregistrés des progrès appréciables par suite de la volonté, du côté français, de ne rien lâcher des privilèges essentiels du régime colonial.

Dans le même temps, on accentue la répression en Tunisie. Des régions entières sont ratissées. De véritables opérations de guerre se développent, comportant l'utilisation de blindés, d'aviation et de « spécialistes » retour d'Indochine.

A qui fera-t-on croire que de telles pratiques sont conciliables avec une véritable négociation ? Et comment ne pas comprendre que les patriotes tunisiens, à qui ont souvent été faites des promesses qui n'ont jamais été tenues, n'entendent plus être dupés ? D'autant que ces patriotes ne peuvent pas ne pas voir ce qui se passe dans les autres pays d'Afrique du Nord, et particulièrement au Maroc.

Il n'est pas besoin d'insister sur la politique insensée qui aboutit, en août 1953, à la déposition du sultan Mohamed ben Youssef remplacé par le fantoche ben Arafa : opération si grotesque que le gouvernement actuel fait semblant de se demander, depuis des mois, comment il lui sera possible de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve placé...

Mais cette recherche d'une solution « acceptable » au problème dynastique n'a pas empêché le gouvernement d'agir. Il l'a fait exactement dans le même sens qu'en Tunisie : dans le sens d'une répression accentuée, s'étendant à des quartiers entiers de Port-Lyautey, de Meknès et de Casablanca, et même à une ville de plus de 200.000 habitants telle que Fès dont le siège, commencé le 10 août 1954, se prolongea plus d'une semaine, pour se terminer par le sacrilège d'un sanctuaire musulman. C'est sans doute ce que *Combat* d'hier appelle « l'apaisement des esprits recherché par M. Lacoste »... Ce n'est pas — et ce ne peut pas être — ce que veulent les patriotes marocains.

Quant à l'Algérie, le ministre de l'intérieur vient de faire un voyage dans ce pays. Il a beaucoup parlé. Il a même prononcé ce qu'il a appelé lui-même un « discours-programme » dans lequel, suivant *Le Monde*, il a souligné « la primauté de l'économique et du social dans l'œuvre à accomplir en Algérie ». C'est là chose courante pour tous ceux qui considèrent l'Algérie comme « trois départements français ».

Mais les Algériens, quelles que soient leur idéologie et leur origine, savent qu'il s'agit là d'un slogan ridicule, uniquement destiné à camoufler la réalité coloniale, et d'ailleurs démenti chaque jour par les faits.

M. Mitterrand a parlé de l'habitat, des salaires, du développement économique. Tous ces problèmes intéressent beaucoup les Algériens. Mais ceux-ci sont payés pour savoir que ces problèmes ne se résoudreont pas dans le cadre d'un régime dont ils peuvent apprécier 125 années de « bienfaits ».

Or M. Mitterrand n'a pas dit un mot de ce que désire par-dessus tout l'immense majorité des Algériens : la fin du régime colonial.

En niant qu'existe en Algérie un problème politique, le ministre de l'Intérieur ne pouvait pas ignorer qu'il prenait exactement la position de ses prédécesseurs, position condamnée à la fois par l'ensemble des partis algériens et par bon nombre d'habitants de l'Algérie d'origine européenne, honnêtes ou simplement sensés.

D'autres initiatives gouvernementales ont aussi profondément heurté les Algériens. Par exemple, les déclarations du président du Conseil sur l'installation, dans leur pays et au Sahara, d'usines franco-allemandes d'armement. Installation sur laquelle il n'est pas question, bien entendu, de demander l'avis des Algériens... Mais ces derniers ne l'entendent plus de la sorte. Quand donc comprendra-t-on que de telles méthodes sont périmées ? A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'implanter, dans un pays qui veut se débarrasser du colonialisme qui l'étouffe, un autre impérialisme, l'impérialisme germanique, dont la doctrine repose, tout comme il y a vingt ans, sur l'odieux racisme hitlérien.

Le gouvernement savait parfaitement où le menait une telle politique. Depuis plusieurs semaines, M. Chevallier, maire d'Alger et secrétaire d'Etat aux Forces armées, s'est rendu, à diverses reprises dans le Constantinois, afin de « mettre en place les forces de l'ordre ». Il y a quinze jours, le résident général en Tunisie et le gouverneur général de l'Algérie se réunissaient en conférence à Constantine en vue de coordonner la répression dans les deux pays. Le journal *Alger Républicain* annonçait, la semaine dernière, de vastes déploiements de forces armées dans le Sud et le Sud-Est constantinois. Pourquoi, dans ces conditions, qualifier les événements actuels de « surprise » ou — plus encore — de « nouveau tremblement de terre », ainsi que le fait d'hypocrite *Franc-Tireur* ?

En réalité, les événements d'Algérie, tout comme ceux de Tunisie et du Maroc, sont le fait de la néfaste politique qu'on s'obstine à pratiquer Outre-Méditerranée. Et l'emploi massif de la force, vers lequel on s'oriente, ne résoudra rien. Bien au contraire, il ne fera qu'aggraver encore la situation.

La seule solution — nous ne cessons de le répéter — c'est de faire droit aux légitimes revendications à la liberté des peuples tunisien, marocain et algérien.

En Tunisie, il n'y a qu'à passer outre aux récriminations d'une poignée de profiteurs de la colonisation et à appliquer ce premier pas que représente « l'autonomie interne ». Il n'y aurait, somme toute, qu'à faire entrer dans la vie les belles paroles prononcées à Tunis, le 31 juillet dernier. Mais cela, le président du Conseil ne le fait pas.

Au Maroc, il est possible d'engager immédiatement des discussions avec les représentants qualifiés de tous les partis et mouvements nationaux. Non, pas sur une simple « réforme municipale », comme l'a annoncé le résident, mais sur la base des aspirations du peuple marocain à la gestion de ses propres affaires.

Quant à l'Algérie, les interlocuteurs ne manqueront certainement pas, à partir du moment où on acceptera de discuter des problèmes politiques qui se posent. Et où on admettra que ces problèmes ne peuvent se résoudre, en aucun cas, en dehors des principaux intéressés, ceux-ci ne se trouvant pas actuellement dans une Assemblée algérienne préfabriquée.

Telle est la voie à suivre, la seule conforme à la fois à la justice et à la raison, la seule répondant aux intérêts des pays d'Afrique du Nord et de la France, la seule capable de faire des peuples jusqu'ici opprimés « des amis et des alliés », suivant l'expression de Maurice Thorez en février dernier.

Le 9 juin 1954, alors qu'il n'était pas encore président du Conseil, M. Mendès-France déclarait, à la tribune de l'Assemblée nationale : « ... Tout nous conduit à réformer audacieusement notre politique en Afrique du Nord, pour éviter, là-bas, l'éclosion d'un drame qui serait pire, hélas ! que le drame indochinois. ».

Les peuples tunisien, marocain et algérien ne sauraient se satisfaire de promesses.

Nous voici aujourd'hui devant le drame.

Dans ce domaine comme dans celui de la renaissance du militarisme allemand, le gouvernement se trouve placé devant une écrasante responsabilité. Il appartient à notre peuple, dans ce domaine comme dans l'autre, de faire entendre sa voix, assez clairement pour que nul ne puisse l'ignorer.